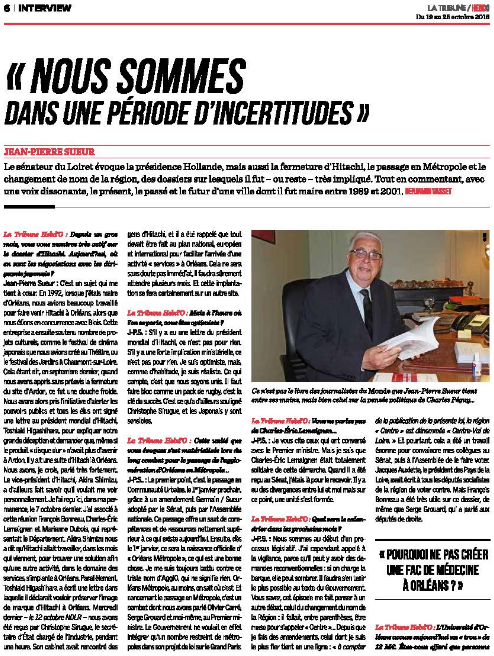
Nous sommes dans une période d'incertitudes

Publication : mercredi 19 octobre 2016 16:16

La Tribune Hebd'O, 19 octobre 2016



6 | INTERVIEW

LA TRIBUNE / HEBDO
Du 19 au 25 octobre 2016

« NOUS SOMMES DANS UNE PÉRIODE D'INCERTITUDES »

JEAN-PIERRE SUEUR

Le sénateur du Loiret évoque la présidence Hollande, mais aussi la fermeture d'Hitachi, le passage en Métropole et le changement de nom de la région, des dossiers sur lesquels il fut – ou reste – très impliqué. Tout en commentant, avec une voix dissonante, le présent, le passé et le futur d'une ville dont il fut maire entre 1989 et 2001. BENJAMIN VASSET

La Tribune Hebd'O : ***Depuis un gros mois, vous vous montrez très actif sur le dossier d'Hitachi. Aujourd'hui, où en sont les négociations avec les dirigeants japonais ?***

Jean-Pierre Sueur : C'est un sujet qui me tient à cœur. En 1992, lorsque j'étais maire d'Orléans, nous avions beaucoup travaillé pour faire venir Hitachi à Orléans, alors que nous étions en concurrence avec Blois. Cette entreprise a ensuite soutenu nombre de projets culturels, comme le festival de cinéma japonais que nous avions créé au Théâtre, ou le festival des Jardins à Chaumont-sur-Loire. Cela étant dit, en septembre dernier, quand nous avons appris sans préavis la fermeture du site d'Ardon, ce fut une douche froide. Nous avons alors pris l'initiative d'alerter les pouvoirs publics et tous les élus ont signé une lettre au président mondial d'Hitachi, Toshiaki Higashihara, pour expliquer notre grande déception et demander que, même si le produit « disque dur » n'avait plus d'avenir à Ardon, il y ait une suite d'Hitachi à Orléans. Nous avons, je crois, parlé très fortement. Le vice-président d'Hitachi, Akira Shimizu, a d'ailleurs fait savoir qu'il voulait me voir personnellement. Je l'ai reçu ici, dans ma permanence, le 7 octobre dernier. J'ai associé à cette réunion François Bonneau, Charles-Éric Lemaignen et Marianne Dubois, qui représentait le Département. Akira Shimizu nous a dit qu'Hitachi allait travailler, dans les mois qui viennent, pour trouver une solution afin qu'une autre activité, dans le domaine des services, s'implante à Orléans. Parallèlement, Toshiaki Higashihara a écrit une lettre dans laquelle il déclarait vouloir préserver l'image de marque d'Hitachi à Orléans. Mercredi dernier – *le 12 octobre NDLR* – nous avons été reçus par Christophe Sirugue, le secrétaire d'État chargé de l'Industrie, pendant une heure. Son cabinet avait rencontré des gens d'Hitachi, et il a été rappelé que tout devait être fait au plan national, européen et international pour faciliter l'arrivée d'une activité « services » à Orléans. Cela ne sera sans doute pas immédiat, il faudra sûrement attendre plusieurs mois. Et cette implantation se fera certainement sur un autre site.

La Tribune Hebd'O : ***Mais à l'heure où l'on se parle, vous êtes optimiste ?***

J-P.S. : S'il y a eu une lettre du président mondial d'Hitachi, ce n'est pas pour rien. S'il y a une forte implication ministérielle, ce n'est pas pour rien. Je suis optimiste, mais, comme d'habitude, je suis réaliste. Ce qui compte, c'est que nous soyons unis. Il faut faire bloc comme un pack de rugby, c'est la clé du succès. C'est ce qu'a d'ailleurs souligné Christophe Sirugue, et les Japonais y sont sensibles.

La Tribune Hebd'O : ***Cette unité que vous évoquez s'est matérialisée lors du long combat pour le passage de l'agglomération d'Orléans en Métropole...***

J-P.S. : Le premier point, c'est le passage en Communauté Urbaine, le 1^er^ janvier prochain, grâce à un amendement Germain / Sueur adopté par le Sénat, puis par l'Assemblée nationale. Ce passage offre un saut de compétences et de ressources nettement supérieur à ce qui existe aujourd'hui. Ensuite, dès le 1^er^ janvier, ce sera la naissance officielle d'« Orléans Métropole », ce qui est une bonne chose. Je me suis toujours battu contre ce triste nom d'AggIO, qui ne signifie rien. Orléans Métropole, au moins, on sait où c'est. Et concernant le passage en Métropole, c'est un combat dont nous avons parlé Olivier Carré, Serge Grouard et moi-même, au Premier ministre. Le Gouvernement ne voulait en effet intégrer qu'un nombre restreint de métropoles dans son projet de loi sur le Grand Paris.

Ce n'est pas le livre des journalistes du Monde que Jean-Pierre Sueur tient entre ses mains, mais bien celui sur la pensée politique de Charles Péguy...

La Tribune Hebd'O : ***Vous ne parlez pas de Charles-Éric Lemaignen...***

J-P.S. : Je vous cite ceux qui ont conversé avec le Premier ministre. Mais je sais que Charles-Éric Lemaignen était totalement solidaire de cette démarche. Quand il a été reçu au Sénat, j'étais là pour le recevoir. Il y a eu des divergences entre lui et moi mais sur ce point, une unité s'est formée.

La Tribune Hebd'O : ***Quel sera le calendrier dans les prochains mois ?***

J-P.S. : Nous sommes au début d'un processus législatif. J'ai cependant appelé à la vigilance, parce qu'il peut y avoir des demandes reconventionnelles : si on charge la barque, elle peut sombrer. Il faudra s'en tenir le plus possible au texte du Gouvernement. Vous savez, cet épisode me fait penser à un autre débat, celui du changement du nom de la Région : il fallait, entre parenthèses, être maso pour s'appeler « Centre »... Depuis que je fais des amendements, celui dont je suis le plus fier tient en une ligne : « *à compter de la publication de la présente loi, la région « Centre » est dénommée « Centre-Val de Loire.* » Et pourtant, cela a été un travail énorme pour convaincre mes collègues au Sénat, puis à l'Assemblée de le faire voter. Jacques Auxiette, le président des Pays de la Loire, avait écrit à tous les députés socialistes de la région de voter contre. Mais François Bonneau a été très utile sur ce dossier, de même que Serge Grouard, qui a parlé aux députés de droite.

« POURQUOI NE PAS CRÉER UNE FAC DE MÉDECINE À ORLÉANS ? »

La Tribune Hebd'O : ***L'Université d'Orléans accuse aujourd'hui un « trou » de 12 M€. Êtes-vous affligé que personne***

Phoca PDF